



Monsieur Charles PICQUE
Ministre-Président de la
Région de Bruxelles-Capitale
Rue Ducale 7/9

1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références

Annexes

29.329/II/PN
MD/KB

Objet: Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEM).

Rejet de la candidature d'un néerlandophone pour l'emploi de placeur en chef.

Monsieur le Ministre-Président,

En séance du 10 septembre 1998, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné une plainte portant sur la proposition de nomination par l'ORBEM de trois placeurs en chef francophones et le rejet de la candidature d'un néerlandophone.

*

* *

Il ressort des renseignements communiqués par Monsieur Courthéoux, Directeur général de l'ORBEM, que l'emploi de placeur en chef (rang 25) est rangé au 5^{ème} degré de la hiérarchie, que les cadres linguistiques prévoient à ce degré 22 emplois dont 15 F et 7 N, qu'au moment des propositions de nomination en novembre 1997, les effectifs au 5^{ème} degré étaient les suivants:

Grade	Nombre prévu	Occupation		Vacant
		F	N	
Assistant-chef en travaux psychotechniques	2	0	0	2
Placeur en chef	14	7	4	3
Chef administratif	6	2	3	1
TOTAL:	22 (15 F-7 N)	9	7	6

Suite à la nomination des trois placeurs en chef, les effectifs actuels sont les suivants:

Grade	Nombre prévu	Occupation		Vacant
		F	N	
Assistant-chef en travaux psychotechniques	2	0	0	2
Placeur en chef	14	10	4	0
Chef administratif	6	2	3	1
TOTAL:	22 (15 F-7 N)	12	7	3

Monsieur COURTHEOUX explique par ailleurs qu'il y a deux agents francophones de rang 25, titulaires du grade supprimé de conseiller professionnel principal, qui ne sont pas repris parmi les emplois occupés au 5ième degré de la hiérarchie du fait qu'ils bloquent deux emplois de secrétaire d'administration (4ième degré).

*

* *

La CPCL estime dès lors que, les sept emplois prévus au cadre néerlandais étant occupés, la candidature du néerlandophone ne pouvait être retenue.

Quant au fait que trois francophones ont été proposés puis nommés au grade de placeur en chef, la CPCL constate que leur nomination porte le nombre d'emplois permanents occupés au 5ième degré du cadre français à 12, ce qui, même en tenant compte des deux agents francophones qui occupent un emploi en extinction à ce degré, respecte toujours les proportions des cadres linguistiques.

La CPCL attire toutefois votre attention sur le fait qu'en attendant le départ définitif de ces deux agents, il convient de les compter parmi les emplois occupés au 5ième degré de la hiérarchie.

La plainte est recevable, mais non fondée.

Copie du présent avis est envoyée au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre-Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS